

CIRPES - Centre  
Interdisciplinaire de  
Recherches sur la Paix et  
d'Etudes Stratégiques

-- Le Débat stratégique - Débat stratégique n°176; 100 Décembre 2008 --

Débat stratégique  
n°176; 100  
Décembre 2008

**Industrie russe  
d'armement : un futur  
désespérément ancré  
dans le passé ? La très  
longue marche depuis  
l'URSS**

Louis-Marie Clouet

Louis-Marie Clouet  
vendredi 2 janvier 2009

La Russie avait hérité l'industrie soviétique d'armement, hypertrophiée et inefficace. Pendant les années 1990, les gouvernements Eltsine avaient ignoré la nécessité de soutenir la conversion d'une industrie perçue comme le pilier de l'ancien régime. Le complexe militaro-industriel divisé et sans influence politique apprenait difficilement les nouvelles règles du marché. Les exportations russes se heurtaient à la concurrence des pays occidentaux soucieux aussi de soutenir leur industrie nationale face à la baisse des budgets de défense.

Il a fallu attendre l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine pour que l'industrie russe d'armement redevienne une priorité pour l'Etat fédéral, soucieux de reconstruire sa puissance sur son outil militaro-industriel.

La rationalisation du système de soutien aux exportations d'armement a permis le décollage durant la première décennie 2000, portées par les grands contrats d'avions de combat à la Chine et à l'Inde . Grâce à la réappropriation de cet outil de politique étrangère associé aux accords énergétiques et aux remises de dette, le Kremlin a pu afficher le retour de la Russie sur des zones où elle était absente depuis 15 ans : Amérique latine, Proche et Moyen-Orient, Asie du Sud-Est.

En interne, le monopole de l'agence d'Etat d'exportation Rosoboronexport lui a permis de servir de vecteur à la consolidation de secteurs de hautes technologies . Parallèlement, l'Etat soutenait de grands programmes fédéraux : holding aéronautique OAK, naval OSK, et projets de consolidation dans les secteurs de l'électronique, des missiles, de l'armement terrestre, permettant une renationalisation de ces secteurs jugés stratégiques.

### 20 ANS POUR RIEN ? DES BLOCAGES STRUCTURELS INSURMONTABLES

Malgré le volontarisme politique de ces dernières années, l'industrie russe d'armement peine à dépasser les blocages structurels congénitaux.

La R&D demeure bloquée à la modernisation des plates-formes conçues durant les années 1970-80. Peu ou pas de nouveaux armements modernes sont développés et arriveront dans un avenir proche en phase de production. Le financement congru de la R&D est ventilé depuis trop longtemps sur des myriades de programmes assurant la survie de petits bureaux d'études, favorisant le détournement de ces budgets et la corruption. Les rares programmes structurants souffrent eux-mêmes des lourdeurs administratives et « évaporations » du système.

Le non-renouvellement du personnel du CMI comporte un danger grave : les anciens ingénieurs soviétiques approchent les 80 ans, sans que la nouvelle génération d'ingénieurs et techniciens prenne la relève, plus attirée par les rémunérations de secteurs de l'énergie ou de la finance. L'outil industriel est en état d'obsolescence avancée. Les rares chaînes de production modernes tournent à plein régime pour satisfaire les contrats à l'exportation, et s'usent donc plus rapidement, tandis que l'entretien à grands frais de vieilles chaînes obsolètes obère les financements nécessaires à la modernisation de l'outil industriel.

Les consolidations pilotées d'en haut par l'Etat fédéral marquent le pas. L'OAK est encore déchiré par les luttes de clans et n'a pas réussi à intégrer horizontalement l'industrie aéronautique russe. L'OSK naval est au point mort depuis deux ans. La consolidation du secteur terrestre reste

embryonnaire, sans parler du secteur électronique moribond. Les motoristes commencent à se consolider en deux pôles concurrents autour de NPO-Saturn et MMPP-Saliout, mais ne pourront survivre sur un marché national trop restreint et avec des ventes à l'exportation en baisse. Les coopérations avec l'industrie européenne n'ont pas connu l'envol espéré : l'OAK n'a pas les capacités industrielles pour participer au développement des nouveaux Airbus et doit se résoudre à lancer de nouveaux programmes d'avions civils sur une base nationale (MS-21), sans en avoir seul les moyens financiers. Seul l'avion régional SuperJet-100 arrive enfin aux essais en vol, grâce aux coopérations nouées avec Thales, Safran, Finmeccanica et Boeing.

### LA CRISE FERA-T-ELLE TOMBER LE MASQUE ?

Sur les marchés à l'exportation, la mauvaise qualité des armements russes décourage même les principaux clients de la Russie : l'Algérie a renvoyé des MiG-29 rétrofités (et non modernes), l'Inde peste contre les retards et surcoûts accumulés par le porte-avions Amiral Gorchkov et renâcle à s'engager financièrement dans de nouveaux programmes communs. La Chine ne conclut plus de nouveaux contrats d'achats d'armements russes, et risque même de devenir un concurrent sérieux : déjà les véhicules et armes légères de fabrication chinoise pénètrent de plus en plus les marchés sud-asiatiques et africains ; même les avions de combat Su-27 produits sous licence en Chine risquent de concurrencer avec leurs grands frères russes, au grand dam du complexe militaro-industriel russe .

La crise économique mondiale replace de manière aiguë la Russie face aux blocages structurels de son industrie d'armement. Déjà, des déclarations officielles russes indiquent la nécessité d'apporter du crédit aux industries d'armements asphyxiées par le manque de trésorerie . La récession et la baisse du cours du pétrole risquent de fermer les rares marchés à l'exportation que comptait gagner la Russie en Amérique latine, au Proche-Orient et en Asie.

Peut-être cette crise obligera-t-elle le pouvoir russe à faire les choix drastiques longtemps reportés : l'abandon des entreprises en survie artificielle, la consolidation des secteurs pouvant encore être sauvés, le « nettoyage » des procédures d'achats d'armements et de financement de la R&D pour le ministère de la Défense, la fin du mythe de l'autosuffisance et la reconnaissance que la Russie devra s'insérer de plus en plus dans une division internationale du travail pour assurer la survie de son industrie d'armement, au-delà de ses domaines d'excellence.